

La Plateforme RSE, instance consultative placée auprès du Premier ministre, installée à France Stratégie, réunit les parties prenantes françaises de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19, elle invite ses membres à faire part de leurs réflexions.

IL FAUT UN NEW DEAL SOCIAL

par la **CFE-CGC**

représentée à la Plateforme RSE par Madeleine Gilbert



Face aux dispositions d'urgence prises par le Gouvernement et au ralentissement ou à l'arrêt de nombre de secteurs d'activités, la CFE-CGC doit être aux côtés de ses militants et de ses adhérents pour leur donner la meilleure information possible et la meilleure garantie de défense de leurs droits et de leur santé. Il nous faut donc travailler autrement, en étant réactif, agile et pertinent.

Les défis auxquels fait face votre organisation ?

Face aux dispositions d'urgence prises par le Gouvernement et au ralentissement ou à l'arrêt de nombre de secteurs d'activités, la CFE-CGC doit être aux côtés de ses militants et de ses adhérents pour leur donner la meilleure information possible et la meilleure garantie de défense de leurs droits et de leur santé. Il nous faut donc travailler autrement, en étant réactif, agile et pertinent.

Les problématiques que soulève la crise pour votre organisation ?

Alors que certains souhaitent opposer les salariés (les cols blancs majoritairement en télétravail et les cols bleus sur le terrain prenant des risques) et que d'autres ne rêvent que de remettre en cause nombre de droits sociaux, nous pensons qu'il faut repenser le monde du travail en prenant en compte l'intérêt de toutes les parties prenantes et le besoin de vivre dignement de son travail pour tous les salariés et les indépendants. Cette période permet aussi de rappeler que l'entreprise est au service des hommes et des femmes et non l'inverse.

Les réflexions portées par votre organisation dans ce contexte ?

Cette crise doit être l'occasion de replacer les services publics, portés par les secteurs public ou privé, au cœur de la Nation car sans eux, c'est toute l'économie qui s'effondre. La santé, longtemps oubliée au nom de la performance économique et financière, fait son retour comme intégrateur social. Ensuite, la question du partage des richesses produites se posera aussi avec vigueur après la crise.

La contribution de votre organisation à la résolution de la crise ?

Au-delà du soutien qui doit être fortement renforcé en faveur du secteur de la santé, cette crise démontre avec force ce que réclame depuis longtemps la CFE-CGC, c'est-à-dire la nécessaire réindustrialisation et les relocalisations d'activité pour l'Europe et la France afin d'assurer notre souveraineté économique, notre résilience face aux crises et de redonner l'espoir aux Français. Il faut un new deal social.